

Courrier Fédéral

N° 261

du 25.06.11 au 01.07.11

ENCART
Dossier du Conseil National

Fédération
des travailleurs
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



■ EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 16 juin 2011

pages 2 à 7

■ LUTTES ET SUCCES

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des travailleurs
de la métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins



Michel Ducret
membre du Bureau fédéral



En direct du CEF

du 16 juin 2011

Une minute de silence est observée à la mémoire de Marc Barthel

Bienvenue à la nouvelle direction fédérale pour ce premier CEF. Le bureau fédéral considère que nous avons réussi notre congrès. C'est la résultante du travail de déploiement avec plus de 1 100 AG et 20 000 syndiqués réunis avec des initiatives préparatoires nationales. Un vent de jeunesse, la fraternité et la solidarité ont marqué le congrès. Le collectif de préparation du congrès fera une note en récapitulant les aspects positifs et négatifs pour aider à la préparation du prochain congrès.

Un questionnaire a été adressé à tous les membres du CEF pour recenser les attentes / disponibilités et informer de l'importance que chacun d'entre vous au sein de cette instance.

L'actualité en Europe, c'est d'abord les indignés

Le mouvement marque le refus d'être sacrifiés, mais révèle aussi la double crise démocratique que vit l'Europe. Les manifestations se poursuivent notamment en Grèce, où un nouveau plan prévoit encore des coupes dans les emplois de fonctionnaires et l'accroissement de la précarité de l'emploi.

Au Portugal, des manifestations avec des dizaines de milliers de jeunes se poursuivent contre la précarité. Le gouvernement socialiste de José Socrates vient d'essuyer un échec et laisse la place à la droite. Comme en France, en Espagne et bien d'autres pays, salariés, chômeurs, jeunes ou autres n'en peuvent plus de ces gouvernements sociaux-démocrates qui n'obéissent qu'aux marchés capitalistes au mépris de la démocratie. De nouvelles manifestations auront lieu le 19 juin, une journée d'action de la CES est prévue le 21 juin contre l'austérité. Les jeunes expriment leur désarroi face aux stratégies économiques et sociales mises en œuvre par le capitalisme européen. La CGT ne doit rien s'interdire pour participer à ces mouvements.

Dans le monde arabe, les révolutions se poursuivent

Au Yémen, le président est contraint de quitter son poste. Au Maroc, une manifestation de jeunes s'est tenue dimanche pour réclamer de profonds changements dans le pays. En Syrie, des manifestations sanglantes ont eu lieu. La police a ouvert le feu sur une foule de 7 000 personnes tuant 25 manifestants et faisant des dizaines de blessés. En Libye, l'OTAN poursuit ses bombardements, tuant des centaines de civils.

En France, des luttes se déroulent dans les entreprises

Elles portent sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et la protection sociale. Oui, de l'argent il y en a, et ça continue. 300 000 contribuables vont être exonérés de l'ISF et 250 000

autres verront leur contribution baisser grâce à la réforme du gouvernement. Entre la réforme de l'ISF et la suppression du bouclier fiscal, le solde positif pour les riches reste de 15 milliards. Dans ce contexte, la droite organise une campagne contre les aides sociales et les allocataires du RSA. Ceci, alors que 730 000 d'entre eux sont des travailleurs pauvres. Les luttes continuent dans toutes les professions. La grève dans les hypermarchés Carrefour avait contraint la direction à concéder une prime de 200 euros nets et une augmentation salariale de 2% au 1^{er} mars. De 60% à 80% des salariés des 600 Carrefour Market ont débrayé vendredi et samedi derniers pour une revalorisation supplémentaire.

Les fonctionnaires ont manifesté le 31 mai à l'appel de huit syndicats contre l'austérité salariale. Les cheminots lancent aujourd'hui un appel en intersyndicale contre les réductions d'effectifs. Dans notre profession, les Alstom ont engagé une lutte pour l'emploi. Les camarades de la fonderie d'Arches (39) se battent aussi contre un plan de licenciements de 50% de leurs effectifs. La dynamique de notre congrès est toujours présente et devra le rester dans les mois à venir. Chez Mercedes, nous avons remporté un succès sur les libertés syndicales avec le refus de licenciement de Jean-Michel, le délégué syndical.

Nous sommes engagés dans la bataille pour l'emploi industriel

Nous avons donné la semaine dernière une conférence de presse avec les camarades de PSA. Un document intercepté par la CGT annonce le plan stratégique du groupe d'ici 2014, avec



notamment la fermeture programmée du site d'Aulnay et l'incertitude sur les sites de Madrid et de Sevelnord. Après avoir touché des milliards de fonds publics en 2009 et remboursé le prêt en début d'année 2011, le groupe qui se vante de fabriquer des véhicules en France mais poursuit ses délocalisations vers les pays low cost. Ceci dans l'illégalité, puisque sans consultation, ni information des représentants du personnel. En revanche, le groupe a la volonté de ne pas perturber le gouvernement quelques mois avant la présidentielle, puisque l'annonce était prévue au deuxième semestre 2012. La direction de PSA, soutenue par l'UIMM, a profité de ce tollé pour lancer un communiqué de presse dénonçant le coût du travail en France par rapport à l'Europe. Pour gagner de la compétitivité, ils demandent au gouvernement d'instaurer une TVA sociale comme en Allemagne afin de transférer des «charges sociales» des entreprises vers les consommateurs. Le communiqué ne mentionne pas le fait que le groupe a versé aux héritiers de la famille Peugeot 37,7 millions de dividendes en 2010, soit deux fois plus qu'en 2009. Pas mentionné non plus le salaire du PDG Varin, qui touche 8 970 euros par jour samedi et dimanche compris. Un CCE extraordinaire se tiendra le 23 juin. La CGT demandera des explications et un retour en arrière sur les décisions prises.

La bataille pour l'avenir de l'automobile doit s'engager partout, car au-delà des sites scarifiés, c'est toute la filière et la sous-traitance qui subissent les conséquences en cascade. La campagne que la fédération souhaite mener au niveau national avec ses syndicats dans les départements, les régions pour la défense de l'emploi industriel a donc tout son sens. La CGT du Nord appelle à une manifestation le 7 juillet pour dénoncer l'annonce de la fermeture de Sevelnord.

Les actions doivent se poursuivre sur notre triptyque à quatre branches

Notre 39^e Congrès a décidé de construire une journée nationale d'action dès septembre. Notre fédération a l'ambition de construire un temps fort de mobilisations et de luttes construit dans les syndicats, les USTM sur la base de revendications construites avec les syndiqués, les salariés. Le



CCN qui se réunit aujourd'hui va débattre d'une action à la rentrée pour la défense des services publics et a validé la proposition d'augmenter le Smic à 1 700 euros bruts. Notre CEF devra réfléchir au temps fort que nous voulons construire et ses formes d'action. De même, un projet d'accord pénibilité est sur le point d'être finalisé. Il sera destiné à aider les syndicats pour imposer des négociations visant à améliorer les conditions de travail, engager des départs anticipés avec des embauches etc. Le bureau fédéral propose de préparer un modèle type d'interpellation des chambres patronales pour aider les USTM dans les départements, notamment lors de la prochaine augmentation du Smic au 1^{er} juillet 2011. En effet, les minima des grilles n'ont pas de revalorisation automatique et la plupart d'entre-elles se retrouvent donc sous le Smic. La question du pouvoir d'achat reste une priorité pour les salariés. Nous devons donc imposer partout la réouverture de négociations salariales.

Nous sommes dans la semaine de syndicalisation des ICT

Le renforcement était également au cœur des débats de notre congrès. La semaine doit être l'occasion d'initiatives dans les entreprises à forte proportion d'ICT, et d'avoir une connaissance plus précise de la place de ces catégories dans nos organisations. Elles représentent la moitié des métallurgistes. Nous avons besoin d'une meilleure communication sur ce qui se fait dans les entreprises.

La FEM a tenu son dernier congrès avant la fusion

Le comité exécutif de la Fiom s'est tenu à Genève les 25 et 26 mai avec, à l'ordre du jour, la dissolution des trois fédérations syndicales internationales. Le 4^e Congrès de la FEM s'est déroulé à Duisburg du 8 au 10 juin. La délégation de la fédération était composée de Philippe Martinez, Daniel Pellet-Robert, Patrick Corrèa, Ouria Belaziz, Anne Couturier-Dufour de Renault Trucks et Françoise Maréchal de Valéo. Daniel Pellet Robert a établi une note sur la fusion des trois fédérations et ce que notre fédération a porté durant le mandat.

la formation syndicale



Se former
Pour vivre pleinement
sa vie de syndiqué

Syndiqué acteur, auteur et décideur ne se résume pas à un simple slogan : c'est bien là notre démarche syndicale pour faire vivre la démocratie à tous les niveaux de notre organisation.

Syndiqué formé et informé, auteur et acteur des décisions de son syndicat, c'est notre objectif, et c'est le moyen pour réussir le renforcement nécessaire de la CGT. Le Collectif Formation Syndicale de la Fédération de la Métallurgie est un outil à la disposition de tous les syndicats pour proposer des actes de formation en fonction des besoins.

La Formation Syndicale de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, tel : 01.48.18.21.27 - formation.syndicale@ftm-cgt.fr

Christine Ciol invite les membres du CEF à répondre au questionnaire sur la formation syndicale, et attire l'attention sur l'importance de suivre notamment le stage de direction syndicale.

Laurent Trombini revient sur le congrès. Une semaine enrichissante, avec toutefois le regret qu'il n'y ait pas eu suffisamment de place pour le débat général. Concernant la situation en Europe, il faut la porter à la connaissance des salariés. Laurent estime qu'il faudrait une journée nationale d'actions en septembre avec un accent plus particulier mis sur les salaires. Il faudrait envisager des points de rassemblements régionaux.

Sylvain Werner relève l'intérêt des initiatives telle que la semaine de renforcement des ICT actuellement en cours. Par ailleurs, il y a un très bon niveau d'adhésions nouvelles (2 500 depuis le début de l'année) qui situe la fédération à + 44% en date à date par rapport à l'année dernière. Concernant les règlements de cotisations, il en manque toutefois 7 700 sur l'année 2010, et un dispositif de relance impliquant les membres du CEF se met en place pour atteindre les 65 000.

Frédéric Roussel estime qu'il faut agir sur les salaires et les conditions de travail qui s'aggravent.

Sylvain Marceau rapporte qu'une réunion s'est tenue sur la syndicalisation pour la région Ile-de-France. Une quinzaine de plans de travail sont en

cours au niveau régional. Un collectif jeunes régional est aussi en cours d'installation. Il importe de travailler la syndicalisation des ICT car ils représentent 60% des métallurgistes en Ile-de-France. Une initiative est prévue, le 29 septembre prochain, avec les DSC avec la perspective d'une grande initiative devant le patronat d'Ile-de-France.

Daniel Pellet-Robert informe de la situation chez RVI où 680 pétitions ont été recueillies pour la réouverture de négociations. 58 adhésions nouvelles ont été réalisées depuis le début de l'année. Des groupes de travail commun sont mis en place avec les autres organisations syndicales pour plancher sur salaires et conditions de travail.

La journée d'action de septembre correspond à une attente. Après le congrès, il faut partout tenir des AG de compte rendu. Concernant le congrès de la FEM, il y a eu une forte cohésion des syndicats du Sud de l'Europe sur l'évolution, le programme de travail et les résolutions politiques. Il a été constaté une écoute sur l'idée qu'un rassemblement des structures devait avoir un contenu et ne pas être seulement axé sur le lobbying. Ceci nous interpelle avec ce que nous avons commencé à construire avec notre initiative du 30 mars et ses suites.

Patrick Masson estime que le congrès de la FTM a été un très bon congrès. Les interventions des délégations étrangères ont rassuré les camarades sur la manière dont ont été perçus les mouvements en France sur les retraites. Patrick considère que faire plus de place au débat général n'aurait pas été utile et que le timing était bon. Sur les NAO, l'expérience montre qu'il faut demander l'avis des salariés. Concernant la prime de 1000 euros, il faut aussi donner des explications.

Alain Hébert pense qu'il faut dès maintenant préparer la journée d'action de la rentrée. Il ne faut rien lâcher sur salaires et conditions de travail, mais aussi industrie et emploi. En mécanique Vallée, des Assises de l'auto sont organisées les 5 et 6 juillet et des Assises des comités interentreprises le 28 juin.

Sébastien Hohmann du réseau commercial Renault intervient sur les salaires. Il y a une demande de

poursuivre sur ces questions même en dehors des NAO. La question de la prime gouvernementale interroge. Il faut donner des explications et prendre position. Concernant les questions européennes, il serait utile d'avoir un quatre-pages qui dénonce le chantage exercé sur les différents pays.

Frédéric Canton souligne le fait que son USTM a proposé deux camarades jeunes qui ont intégré le CEF au dernier congrès. Dans sa région des camarades ont été mis en place dans des commissions paritaires. En août, des formations sont prévues sur la 4^e résolution du congrès confédéral, la vie syndicale et la sous-traitance. Le 8 juillet est prévu une AG de l'USTM avec un compte rendu du congrès. Sur les luttes, il y a notamment la fonderie Mercier qui est mobilisée actuellement sur l'emploi. Par ailleurs, il y a une forte demande des camarades d'avoir une approche et une analyse CGT sur le lean et les conditions de travail.

Roselyne Duchesne estime qu'il s'est tenu un congrès dynamique. Dans la foulée, l'UFR commence à préparer son propre congrès et souhaite organiser une initiative culturelle avec les jeunes.

Philippe Lozano signale qu'un accord a été conclu sur les minima en Gironde, mais sans la signature CGT. La revalorisation est de 2,34%, mais la grille subit toujours un tassement. De nouvelles bases syndicales ont été créées dans la dernière période. La question de la prime pose problème car elle occulte celle des salaires. Des tracts seront distribués le 21 juin à l'occasion de la fête de la musique.

Philippe Martinez insiste pour que tous puissent s'exprimer au CEF et que le sujet de la réunion soit mieux ciblée. L'actualité est riche et il s'est tenu un congrès dynamique. Il ne faut pas limiter cette réussite à la semaine du congrès. La dynamique a été impulsée avec une préparation très en amont et plusieurs temps forts dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions de la CGT sur la place des syndiqués. Faire des raccourcis peut conduire à des désillusions. La fédération va être très sollicitée. Il faut savoir rester modeste et expliquer que ce sont les syndiqués qui sont au cœur de notre démarche. Les délég-

gations étrangères nous ont dit avoir été impressionnées par la place et la qualité des débats. Notre objectif est de poursuivre cette dynamique. La démarche des 1 000 AG doit entrer dans les mœurs. Il faut aussi revoir les endroits où cela n'a pas été fait. Concernant l'actualité, le CCN a acté le repère du SMIC à 1 700 euros. Un débat a eu lieu sur les salaires, avec les UD qui disent qu'il faut travailler sur le paiement de la qualification et le salaire minimum. Un autre débat intéressant s'est tenu à propos de l'indice INSEE et la nécessité d'avoir des notes régulières de la confédération sur la hausse des prix et les produits de première nécessité. L'idée est de construire un indice significatif. Le CCN a aussi avancé l'idée d'une journée d'action en septembre, mais uniquement avec les services publics. Ce qui ne nous convient pas. La discussion se poursuit aujourd'hui avec l'idée de sortir une déclaration sur une journée d'action en septembre. Il y a une articulation entre service public et emploi. Lorsqu'un site industriel ferme, le reste suit. Il faut des appels à des arrêts de travail en septembre et pourquoi pas des manifestations en territoire. C'est d'autant plus important que le débat des présidentielles est loin d'être axé sur le social, à part les menaces sur l'emploi. Une journée d'action CGT serait bien comprise. En effet, il y a des luttes et on commence à se sortir des agendas patronaux. L'idée de poursuivre quand le compte n'y est pas est intéressante. Concernant la prime, pour l'heure, la loi n'est pas votée. Enfin, il faut aussi être attentif à ce qui se passe en Europe et dans le monde.

Daniel Pellet Robert prépare un déplacement en Grèce et Christian Pilichowski en Tunisie. N'hésitons pas à solliciter les camarades de l'international pour s'exprimer dans les boîtes. Notre fédération comptabilise près de 1 800 adhérents supplémentaires par rapport au précédent congrès, ce qui est la preuve d'une vitalité de nos syndicats et ce malgré la perte de 200 000 emplois dans la branche. En 2009, nous avons franchi la barre des 64 000 adhérents, ce qui est considérable. On est aussi à 40% d'adhésions supplémentaires en date à date par rapport à l'année précédente (soit 2 600 adhésions nouvelles). Il faut mesurer ce qui a été réalisé et ne pas s'arrêter en si bon chemin.

Jean-Jacques Desvignes constate à son tour le dynamisme du congrès avec la forte participation de la jeunesse. Le chemin parcouru depuis le congrès de Poitiers valide une démarche. Concernant le débat sur la compétitivité, nous avons quelques difficultés pour nous en extraire et les expertises de Sécafi n'aident pas toujours dans ce domaine. Leurs analyses partent des stratégies des entreprises, ce qui rend les choses compliquées. Or nous avons besoin de travailler en terme de filières et de territoires et d'aller dans le même sens avec le collectif industrie. Dans l'aéronautique, des questions intéressantes émergent sur les coopérations. En travaillant avec les groupes et avec d'autres pays, il s'agit de voir comment favoriser les coopérations et non les mises en concurrence. Actuellement, des rencontres sont prévues avec les syndicats du Maroc et du Brésil. Un débat est aussi organisé par la FIOM le 22 juin et le 23 juin auront lieu des distributions de tracts au salon du Bourget. A noter aussi que les salaires et les grilles sont toujours au cœur de l'actualité dans l'aéronautique.

Joseph Cupani estime qu'il faut que les nouveaux membres du CEF acquièrent en crédibilité et pèsent pour mettre en œuvre les plans de travail. L'USTM 38 a décidé de mettre à l'ordre du jour des cahiers de revendications le droit d'expression des salariés. L'idée de consacrer 50% du temps militant à la vie syndicale a aussi été mise en avant. Elus et mandatés ont aussi des devoirs dans ce domaine. En Isère, le constat est que la remise en route la machine après la bataille des retraites n'est pas simple. Il y a plusieurs luttes et actions sur

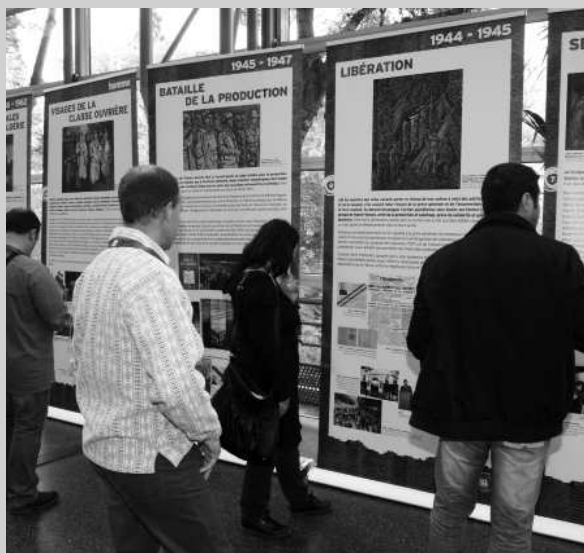
les salaires, mais elles sont difficiles à coordonner. Quelque chose couve, mais ce n'est pas encore au niveau. A noter aussi la persistance des menaces sur l'emploi, par exemple, plusieurs centaines d'emplois sont menacés chez Siemens d'ici 2013.

Grégory Khiaty de Renault Trucks se dit satisfait de la présence de jeunes aux CEF et signale qu'une pétition est en cours sur Lyon pour un salaire minimum à 1700 euros. On réfléchit à faire sortir les gens en dehors des NAO. La CGT a proposé un collectif salaires intersyndical et une enquête salaires devrait être lancée. Tout ceci participe à la création du rapport de forces pour une journée d'action en septembre, en espérant qu'elle ne soit pas fixée le 15 septembre car c'est la date du congrès du syndicat Renault Trucks. La question d'un comité inter entreprise est également en cours de réflexion afin de mieux travailler avec les sous-traitants. A cet égard, le conseil régional Rhône-Alpes est partant pour une expertise afin d'identifier les sous-traitants de rang 2 et 3. Un dossier sur le comité inter entreprises sera envoyé à tous les militants. Grégory partage aussi l'idée de la nécessité de se former sur les questions du lean.

Naïl Yalcin revient sur la lutte de la fonderie des Arches où 199 emplois sont menacés avec une remise en cause des 35 heures et un chantage à l'emploi. Le projet concerne une délocalisation et a provoqué une grève totale et des actions dures. Une nouvelle action est prévue le 20 juin et les salariés sont déterminés. Il y a cependant la crainte que les autres syndicats négocient une prime à la valise.



Exposition Jean Amblard et Boris Taslitzky



Jean François Caré de l'IHS présente l'exposition actuellement visible dans le patio et le livre qui vient d'être édité. L'exposition s'articule autour des moments de grandes conquêtes sociales de 1936 – 1945 et 1968. Les oeuvres témoignent de la rencontre du monde des artistes et des ouvriers. Boris Taslitzky peint les ouvriers au moment de la reconstruction (juste après-guerre) à une époque où on demande et obtient aussi des améliorations salariales. L'activité culturelle était par le passé une partie intégrante de l'activité CGT, tandis qu'aujourd'hui la marchandisation de la culture prend le pas. L'exposition a vocation à circuler, ouvrir la réflexion et faire débattre.

Stéphane Lovisa d'Alcatel Lucent, nouvellement élu secrétaire général de l'UFICT, invite à prendre à corps la question des ICT qui représentent 43% des métallurgistes et seulement 10% des syndiqués de la fédération. Une question d'autant plus d'actualité que c'est la semaine de déploiement envers ces catégories.

Denis Bréant juge qu'il serait pertinent d'avoir en septembre une journée d'actions interprofessionnelle et non pas limitée à la seule fonction publique. Des appels à la grève systématiques seraient les bienvenus. Valéo a supprimé des milliers d'emplois et a maintenant recours à la précarité. Le syndicat a recensé les intérimaires et les embauches en CDI apparaissent notamment insuffisantes. Sur les salaires, la CGT Valéo travaille à se rapprocher des autres organisations syndicales avec l'idée d'arrêts de travail sur les sites de production.

Denis Leblanc souhaite qu'on réfléchisse à la manière d'aller à la journée d'actions. Concernant les luttes, chez Europcar après un succès, un cama-

rade a été mis à pied ce qui conduit à des nouvelles menaces de grève. Chez Hertz, le syndicat a obtenu la réouverture des négociations sur les classifications. A noter un succès chez Mercedes avec un camarade réintégré. Concernant la prime de 1 000 euros, les salariés ont compris que s'il n'y a pas lutte, il n'y aura rien. Le congrès nous a engagé à aller vers les ICT et les jeunes pour la syndicalisation. Il faut organiser des initiatives.

Vincent Labrousse signale qu'en Mécanic Vallée se pratiquent des prêts de main-d'œuvre. Concernant une action en septembre, il ne faut pas en rester aux services publics mais croiser territoires et industries. Il faut appeler à la grève et penser aux prolongements.

Boris Plazzi propose, conformément aux décisions du congrès, la mise en place d'un collectif de travail pour traiter des aspects financiers des territoires. Pour les USTM, le collectif de travail est composé de Patrick Rodez (Vendée), Stéphane Bougé (USTM de la Corrèze), de Patrick Bernard pour le département de l'Isère, de Jean-Bernard Etchendé (Pyrénées Atlantiques), Patrick Masson pour la région Ile-de-France, Jean-Marc Idron pour la Lorraine, Blandine Benardia pour la Picardie et Monique Garin, membre de la CFC. Il est proposé que Patrick Masson soit l'animateur de ce collectif de travail. Le collectif devra faire des propositions de pistes de travail à présenter au Conseil National de novembre.

Frédéric Sanchez fait le point sur les dernières décisions du CCN. Le CCN devait discuter de l'actualité en lien avec la préparation d'une journée d'actions. Il devait aussi examiner la commission d'affiliation qui sera composée de neuf camarades et enfin poursuivre la réflexion autour des résolutions quatre, cinq et six du congrès confédéral. Concernant la journée d'actions en septembre, Bernard Thibault a tiré les enseignements des différentes interventions. Une réunion de l'intersyndicale aura lieu fin juin. La délégation CGT va être porteuse de la proposition d'une journée de mobilisation et d'action avec appel à la grève interprofessionnelle sur salaires, emploi, conditions de travail, défense du service public et protection sociale. Il y a cependant la difficulté de l'accord qui vient d'être signé

par trois syndicats avec le Medef sur la compétitivité. La CGT ne partage pas cette signature et est claire sur cette position. Il risque donc d'y avoir des frictions car tous les syndicats ne partageront certainement pas l'idée d'une action interprofessionnelle à la rentrée. La proposition qui sera faite par la CGT est donc celle d'une journée d'action interprofessionnelle au plus tard début octobre. Lors de l'intersyndicale, la CGT attendra de connaître la position des autres organisations syndicales, mais quelle que soit leur position, la CGT maintiendra l'idée d'une action interprofessionnelle privé/public sur l'ensemble du champ revendicatif. La date de la journée d'actions sera connue à la CE confédérale du 5 juillet.

Quatre affiches vont être mises prochainement à disposition dans les syndicats et UD sur le thème de la répartition des richesses. L'idée est aussi de ne pas limiter l'action à une journée, mais de construire un rapport de forces notamment sur les questions salariales, les services publics, l'emploi et d'enclencher une dynamique d'actions. Sachant que la Cgt souhaite peser dans le débat politique sans prendre position pour tel ou tel, mais à partir de ses revendications. Concernant la Commission affiliation. Celle-ci a été décidée au dernier congrès confédéral. Son travail sera de régler les litiges au sein de la CGT afin d'éviter des procès tels qu'il a pu s'en produire récemment entre camarades de la CGT. La commission sera composée de neuf camarades avec quatre fédérations (services publics, FAPT, FNME, métallurgie), trois UD (Bouches-du-Rhône, Loire Atlantique, Nord) auxquels s'ajoutent deux membres de la CE confédérale. C'est Bernard Devert qui représentera la métallurgie. Le dernier point porte sur les résolutions 4-5-6 et les pratiques syndicales. Dans ce domaine, notre fédération peut se targuer d'une réelle avance.

Serge Journoud revient sur la question du lean manufacturing et rappelle que la fédération a eu une expression sur ces questions à la suite de l'AG des CHSCT. Il a aussi été décidé des journées d'étude.

Laurent Roussel intervient sur l'état d'esprit des salariés. Cela reste certes compliqué après la bataille des retraites, mais on a franchi un cap. La difficulté réside dans le manque de

perspective politique. Le mécontentement perdure et le problème, c'est que le FN récupère. La population est aussi mécontente sur les questions du service public ou des fermetures de classes. Il y a donc un terrain favorable.

Concernant la prime de 1000 euros, les salariés ont conscience qu'il s'agit d'un coup politique qui ne résout rien. On en perçoit bien le côté injuste. Chez Schneider Electric, il y a eu deux conflits avec plusieurs jours de grève. Un mouvement fort avec des jeunes. Un secteur a obtenu 150 euros et nous avons rouvert les négociations sur salaires et conditions de travail. Le lean correspond à une réelle dégradation des conditions de travail. L'action nationale à la rentrée est nécessaire et il faut persuader les salariés d'agir.

Marie-Laure Cordini affirme ne pas ressentir d'engouement sur la prime de 1000 euros. Les salariés savent qu'ils n'auront rien. Marie-Laure exprime sa satisfaction devant la décision d'une action confédérale et invite à tout faire pour son succès indépendamment du nombre d'organisations syndicales impliquées. Sur la mixité, il faut rappeler que la spécificité femme existe et que l'écart de salaire homme - femme reste de 27%. C'est une excellente chose que les 19 candidates au CEF aient été élues, mais il n'en demeure pas moins que les efforts des syndicats pour présenter des femmes ont été insuffisants.

Kamal Ahmada se félicite de la bonne participation des jeunes au congrès avec un impressionnant niveau d'interventions sur un projet de société ; précarité, logement, solidarité avec les sans-emploi.

Des luttes sont nécessaires pour transformer des contrats précaires en CDI. Il faut une société plus solidaire car beaucoup de jeunes sombrent dans la précarité. Les jeunes ont aussi dit que lorsqu'on leur donne leur chance ça marche. Le collectif jeunes a été mis en place depuis un an. Il est actuellement composé de six camarades, mais on va l'élargir. Différents projets sont en cours, notamment celui de reprendre le tour de France des jeunes métallos. Nous allons aussi rencontrer la NVO pour faire connaître et expliquer notre activité envers la jeunesse. Nous allons avoir notre espace d'expression dans le Courrier Fédéral.

Norbert Boulanger revient sur le congrès fédéral qui a vu la participation de 34 délégués de l'UFR et a donné lieu à 2 000 assemblées générales préparatoires. Pour la journée d'actions, il faut y participer. Il y a un lien entre pouvoir d'achat, salaires, cotisations et retraites. Il importe aussi d'être attentif à la continuité syndicale. Enfin, Norbert indique aussi participer au collectif industrie.

Stéphane Flégeau confirme que le congrès était très intéressant avec les interventions des jeunes et des délégations étrangères. Intéressant aussi, la place de l'histoire dans le congrès, car les jeunes générations ignorent d'où viennent les acquis.

En Bretagne, la conférence régionale a réuni 75 délégués et mis en place des référents par filière.

Concernant la journée d'actions de septembre, Stéphane se réjouit que la CGT la propose quelle que soit la position des autres organisations syndicales.

Laurent Trombini confirme la satisfaction face à l'organisation de la journée d'actions de septembre. Après la bataille des retraites, il n'y a pas de résignation. Souffrance et mécontentement demeurent, des adhésions se réalisent là où cela ne s'était jamais vu auparavant. Lorsqu'on est sur le terrain, on obtient des résultats.

Nordine Tahri juge que la prime de 1 000 euros est de la poudre aux yeux. Vivre avec 1 300 euros ne laisse pas d'autre choix que de faire grève pour obtenir des acquis. Des actions ont eu lieu chez Savelys qui ont débouché sur 150 euros et cinq embauches.

Yann Amadoro informe que chez Ascometal, il y a une forte préoccupation sur l'emploi intérimaire et que des actions sont envisagées sur la précarité.

Fabien Gache alerte sur la nécessité de se former sur les questions du lean. Il n'est pas besoin de faire appel à des cabinets d'expertise. La question essentielle est celle de l'activité syndicale qu'on met en place en face du lean. La recherche-action menée chez Renault avec Emergences a permis d'établir une méthode pour organiser une activité syndicale efficace. Un module de formation de 3-4 jours a été réalisé à partir des résultats

de la recherche-action. Le lean peut se résumer par gagner du temps en faisant travailler le moins de gens possible le plus vite possible. Il s'agit de construire avec les salariés les conditions d'une activité syndicale et en finir avec les expertises.

Michel Ducret analyse que le CEF se tient bien dans la dynamique de l'après-congrès. Le fait que la métallurgie ne soit pas en retard dans la mise en œuvre des résolutions du congrès confédéral invite à ne pas attendre. L'appréciation positive du congrès fédéral doit être relayée dans les comptes rendus et assemblées générales de rentrée. Les membres du CEF doivent y prendre part. Tout doit être mis en œuvre pour la préparation de la journée d'actions de septembre. En débattre dès maintenant est l'affaire de toute la fédération. Un argumentaire sur la prime va être réalisé. Concernant l'intérim, le travail réalisé chez Valéo va servir à la fédération. Sur le lean, le projet d'accord sur la pénibilité sera finalisé la semaine prochaine. La question de la pénibilité pourra aussi être intégrée à la journée d'action de septembre.

Décision

Le CEF adopte à l'unanimité la composition du collectif de travail pour traiter des aspects financiers des territoires, tel que présenté par Boris Plazzi.

LUTTES ET SUCCES

Arcelor Mittal

Pour la visite d'Aditya MITTAL, nouveau PDG de la branche Plats carbonés, le vendredi 17 juin sur le site de Mardyck (59), la CGT appelait les salariés à exprimer leur mécontentement en observant des arrêts de travail dans les ateliers où il devait se rendre. Les organisations syndicales réclamaient une entrevue.

Dans le même temps, la CGT ArcelorMittal Atlantique et Lorraine (7 établissements, Nord et Est de la France + Montataire et Basse Indre) demande la réouverture de la négociation salariale par le biais d'un courrier adressé au DRH ainsi qu'en copie aux délégués centraux des 4 autres organisations syndicales. Un tract a également été diffusé aux salariés pour faire part de la démarche de la CGT.

Campagne de syndicalisation vers les ICT



La fédération a collecté de nombreuses initiatives lors de la semaine de syndicalisation en direction des ingénieurs, cadres et techniciens. A MBDA Bourges (18), les camarades ont distribué deux tracts adaptés des lettres de l'UFICT 247 et 257. Un autre temps fort fut un point de rencontre à l'entrée du restaurant d'entreprise avec le tract de la fédération intitulé : « Plus la CGT gagne d'adhérents, plus vos revendications ont la chance d'aboutir ». Autour d'une table de syndicalisation, les syndiqués CGT invitaient les salariés à réaliser un test de vision « offert par la direction ». Pour le syndicat « Nous pensons avoir marqué fortement les esprits. Quelques salariés sont venus spontanément nous voir pour discuter de la CGT. L'avenir nous dira si nous avons semé l'envie de syndicalisation dans l'esprit des salariés de MBDA-France Bourges ! »

SEAC - Saint-Etienne(42)

Les salariés ont débrayé dans l'après midi du 15 juin dernier suite à la mise à pied conservatoire d'un cariste et la convocation à un entretien préalable. L'ensemble du personnel de la production était dans l'action.

Dassault Aviation Mérignac (33) Elections professionnelles

Avec près de 87% des voix au 1^{er} collège, la CGT obtient deux délégués du personnel titulaires et deux suppléants. Au 2^e collège, la CGT arrive derrière la CGC avec plus de 33% des voix et gagne 3 élus DP titulaires et 3 suppléants.

Pour le Comité d'entreprise, la CGT arrive en tête au 1^{er} collège avec plus de 88% des voix (1 élu titulaire et un suppléant). Au 2^e collège, la CGT réalise plus de 52% des voix (2 titulaires et 2 suppléants) et malgré la présence d'une liste au 3^e collège, la CGT ne gagne pas d'élu avec un score de 9,1%.

La CGT de la filière aéronautique et spatiale au salon du Bourget

Jeudi 23 juin, la CGT des industries aéronautiques et spatiales s'invite au salon du Bourget. Les syndiqués diffuseront aux visiteurs un tract bilingue pour porter à leur connaissance la situation des travailleurs. Malgré les records de ventes et les carnets de commandes pleins, la CGT s'adresse aux visiteurs pour dénoncer les choix stratégiques des entreprises du secteur : « En effet, au-delà du mythe, les travailleurs sont soumis à des règles d'organisation et de gestion inefficaces humainement, socialement et industriellement. [...] Aujourd'hui, les actionnaires s'accaparent les richesses sans aucune morale avec pour conséquences : suppressions d'emplois en France et en Europe, délocalisations dans les pays à faibles garanties sociales, mises en concurrence des travailleurs, casse des garanties sociales, stagnation des salaires, dégradation des conditions de travail, stress [...]. Ce modèle est de plus en plus contesté dans nos entreprises et dans le monde, car il est néfaste pour l'homme et la planète. »

Dans ce tract, ils reviennent sur les luttes qu'ils mènent actuellement dans la filière : « Les salariés des industries aéronautiques, spatiales et de défense, avec leurs syndicats œuvrent chaque jour à rétablir l'équilibre : pour un meilleur partage des richesses créées, des augmentations de salaires et une véritable reconnaissance des qualifications, pour de meilleures conditions de travail, pour le développement de l'emploi et des statuts, pour une vraie politique de coopération (Donneurs d'ordres/sous-traitants) de développement industriel, de la recherche et des territoires, pour des droits nouveaux d'interventions et de décisions aux salariés. »

Renault Retail Group

Depuis plusieurs semaines, la CGT appelle les salariés à se mobiliser pour exiger la ré-ouverture des négociations salariales. « Pour la première fois, nous sommes en capacité d'élargir la mobilisation au-delà des Négociations Obligatoires à l'Entreprise de janvier/février. Malgré le manque de préparation, les nombreuses élections et les primes historiquement élevées versées, la politique d'individualisation des salaires continue à être dénoncée par les salariés ». Dans le sud, le 8 juin, une quarantaine de salariés ont débrayé sur Toulon, ils étaient 22 à Michelet, 5 à Aubagne, 9 à Nîmes et les établissements de Montpellier et Nice ont fait remonter à la coordination « une très forte mobilisation ». Dans le Nord, le 9 juin, les élus de Lille, Douai ainsi qu'une délégation de la région parisienne ont rencontré la direction de Lille pour dénoncer le harcèlement dont est victime un jeune élu CGT. En effet, ce camarade s'est vu infliger 2 jours de mise à pied. La rencontre houleuse a été suivie d'une distribution de tracts sur les 2 sites lillois. Pour le syndicat « Il est évident que nous n'en resterons pas là ! »

Dans la région parisienne, le 10 juin, 15 salariés ont débrayé tout l'après midi sur le site de Pantin, ils étaient 15 sur Courbevoie entre 11h et 12h et 10 sur Mantes.

Enfin, dans le pôle Ouest, Angers s'est mobilisé le 13, jour de la Pentecôte, où 15 salariés ont fait grève toute la journée et à Bordeaux Bouscat, ils étaient une trentaine en grève. A Bordeaux Maye, une quinzaine de salariés présents en atelier, le 13 juin, ont cessé le travail dès 10h pour rentrer chez eux. Les revendications salariales ont été remises à la direction. Les succursales de Toulouse et TMA ont débrayé, le 16, pour demander la réouverture des Négociations Obligatoires à l'Entreprise (NOE), ils étaient 46 à Toulouse et 42 à TMA.

La direction générale s'est engagée à répondre officiellement, à la mi-juin, à la demande de la CGT concernant la revendication des vendeurs véhicules neufs sur la négociation d'un revenu minimum garanti en cas de forte chute des ventes.